

Fédéralisme communautaire en débat : entre séduction politique et impasses structurelles

Auteur : Oumarou Sanda Awal

Date : 3 juillet 2025

Courriel : sanda.awal@gmail.com

Le plaidoyer en faveur du « fédéralisme communautaire », tel que défendu récemment dans l'espace public camerounais, s'inscrit dans une volonté de reconnaissance des identités culturelles, de pacification du vivre-ensemble, et d'autonomie locale. Il s'inspire de modèles réputés stables comme la Suisse, la Belgique, l'Inde ou le Canada. Mais cette approche, séduisante en apparence, mérite une **analyse critique approfondie**, notamment à la lumière du modèle alternatif défendu dans *Démocratie Fonctionnelle Multiniveaux (DFM)*.

1. La logique communautaire : un piège identitaire

Le **fédéralisme communautaire** repose sur l'idée que les appartenances identitaires (ethniques, linguistiques, religieuses) doivent structurer l'État, fonder la représentation politique et justifier la distribution du pouvoir.

Or, cette approche présente des **risques majeurs** :

- **Fossilisation des identités** : En enfermant les groupes dans des institutions, on rigidifie les appartenances au lieu de les transcender.
- **Quotas et clientélisme** : L'État devient une mosaïque de clientèles communautaires cherchant à maximiser leur part du pouvoir.
- **Fragmentation politique** : L'unité nationale devient fragile, comme le montre l'exemple éthiopien, où l'ethno-fédéralisme a généré des conflits graves.

2. Le piège de la transposition : les limites des modèles étrangers

Les exemples **suisses, belges, canadiens** ou indiens sont souvent brandis comme des réussites. Certes, ils illustrent une **institutionnalisation de la diversité**, mais leur transposition mécanique en Afrique est problématique.

- **Contextes historiques différents** : Ces pays ont développé leurs systèmes fédéraux dans des cadres stables, souvent post-coloniaux, avec des consensus politiques internes solides. L'Afrique, en revanche, hérite de frontières coloniales arbitraires sans base nationale consensuelle.
- **Richesse et proximité des identités africaines** : L'Afrique compte des milliers de groupes ethno-linguistiques. Ethniciser les institutions revient à allumer mille foyers de revendications.
- **Institutions fragiles** : Là où les contre-pouvoirs sont faibles, un fédéralisme communautaire mal encadré devient un instrument de division et de captation identitaire du pouvoir.

3. L'alternative de la Démocratie Fonctionnelle Multiniveaux (DFM)

Face à cette impasse, *Démocratie Fonctionnelle Multiniveaux* propose une **réinvention structurelle de la souveraineté** en dépassant les logiques identitaires.

- **Une organisation par fonctions sociales, pas par identités**

Le cœur de la DFM repose sur la structuration de l'État autour de **fonctions partagées** : éducation, santé, économie, justice, spiritualité, environnement, etc. Ces fonctions ont une **portée universelle** et permettent une représentation équitable sans recourir aux appartenances fermées.

- **Une démocratie polycentrique et transversale**

La DFM repose sur une architecture politique **décentralisée mais articulée**, où les citoyens participent selon leurs compétences, rôles sociaux et responsabilités collectives. On y trouve des **chambres citoyennes, épistémiques, morales, économiques**, etc., qui reflètent les divers leviers du bien commun.

- **Une souveraineté partagée, résiliente et inclusive**

Plutôt que d'enfermer les communautés dans des territoires ou des quotas, la DFM prône une **reconnaissance plurielle**, capable d'embrasser la diversité sans la segmenter. Elle permet à chaque citoyen de contribuer activement à la vie publique sans être réduit à son identité d'origine.

Conclusion : pour une démocratie enracinée, non importée

Oui, la diversité est une richesse. Oui, la reconnaissance est un impératif. Mais **le fédéralisme communautaire n'est pas une solution durable** dans le contexte africain : il institutionnalise les divisions au lieu de les surmonter.

 *Démocratie Fonctionnelle Multiniveaux* propose un cadre plus robuste, plus transversal, plus inclusif. Une **voie africaine** vers une démocratie plus complexe, plus juste, et surtout... plus stable.